

## Informations venant de Grèce (Stathis Kouvelakis, juin 2016)

<https://youtu.be/asMWGIYc1s4>

« La convergence de fait entre un mouvement social comme Nuit Debout et l'occupation des places, et les mobilisations syndicales et, c'est plus multiforme, contre la Loi Travail, a présenté des ressemblances évidentes avec le mouvement multiformes aussi tel qu'il s'est exprimé en Grèce pendant les grandes années 2010-2011 de la mobilisation contre les premiers mémorandums. Même si les mémorandums c'était la loi El Khomri à la puissance 10, parce que ce n'était pas simplement un renversement complet du code du travail et de la législation du travail mais un bouleversement de l'ensemble, disons, du contrat social. Donc, ce qui se passe maintenant en Grèce nous informe de l'étape à venir et de la gravité extrême de ce qui est en train de se préparer, et qui affecte, comme cela est devenu beaucoup plus clair, l'ensemble des pays européens.

[...]

Alors, je vais commencer par un premier point qui est tout simplement de vous dire un peu ce qui vient maintenant de se sceller avec les votes du parlement grec au cours du mois de mai [2016].

Au cours du mois de mai, en deux vagues successives, le noyau dur du troisième mémorandum qui a été signé par Tsipras l'été dernier, est entré dans les faits. Alors la façon habituelle dont ceci est présenté est que c'est un nouveau paquet d'austérité, ce qui est bien sûr tout à fait exact. Ce nouveau paquet d'austérité implique une réforme du système des retraites avec la sixième vague de diminution des retraites, et la destruction du système de retraites par répartition et l'entrée dans un système de retraites par capitalisation, et la condamnation à des niveaux de pauvreté et de misère de la grande majorité des retraités grecs. Il se traduit aussi par une nouvelle vague de sur-taxation infligée aux ménages les plus fragiles et les plus modestes et aux classes moyennes aussi, qui sont déjà les plus lourdement taxées en Europe, sans que rien bien entendu ne soit fait pour changer la scandaleuse non-imposition du capital et des privilégiés en Grèce.

Donc tout ça si vous voulez c'est en rajouter une couche par rapport à ce qui a déjà été fait, ceci dans un pays dont le désastre économique et social continue sans aucune discontinuité. Prévision pour cette année : 1,5 % de récession après une récession cumulée de près de 26 à 27 % depuis le début de la crise, supérieure à celle des années trente, je le rappelle. Donc on s'acharne sur un cadavre à l'heure actuelle. Mais ce n'est pas tout, et ce serait même gravement insuffisant de ne voir que ça, et c'est ce sur quoi je veux insister maintenant.

Ce qui se passe en Grèce est une véritable entreprise de néo-colonisation du pays. Je pèse mes mots et je n'exagère en rien ce n'est pas du tout une figure de rhétorique et je vais tenter de vous expliquer pourquoi. La néo-colonisation passe par la combinaison de deux choses. Premièrement un modèle d'accumulation, un modèle économique si vous voulez qui est basé sur ce que David Harvey a appelé l'accumulation par dépossession. C'est-à-dire un système d'accumulation du capital qui ne fonctionne pas simplement et peut-être même pas essentiellement par l'exploitation capitaliste habituelle, celle de la force de travail si vous voulez, mais par la prédation directe de ressources et tout particulièrement de ressources publiques. C'est une notion que David Harvey a

développé au cours de son analyse de ce qu'il appelle « le nouvel impérialisme ». Et pour comprendre justement les formes particulièrement violentes et brutales par lesquelles le néo-libéralisme s'est imposé dans les pays du sud. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer en Grèce. La Grèce c'est l'application pour la première fois, il n'y a aucune originalité en réalité dans la thérapie de choc qui a été appliquée en Grèce, en tant que telle, c'est des choses que le FMI a fait dans les pays du sud global, la seule originalité c'est que c'est fait dans un pays d'Europe occidentale.

La deuxième chose, qui est tout à fait essentielle d'un point de vue politique, c'est que se trouve démantelé ce qui restait de la souveraineté de l'Etat grec et de ses institutions. Et là la Grèce se trouve maintenant placée sous un régime de tutelle, qui existait déjà bien entendu depuis le début des mémorandums et du règne de la Troïka, mais qui se trouve maintenant verrouillée à un niveau sans précédent. L'Etat grec a été dépouillé de tous ses leviers d'action possibles. Ceci a été constitutionnalisé en quelque sorte par le troisième mémorandum et va peser très lourd comme vous comprenez dans toute la période qui vient et dans la manière dont les rapports de force vont se construire pendant la période qui vient. C'est-à-dire que ce à quoi vont faire face les résistances et les mobilisations populaires pendant la période qui vient c'est quelque chose de bien plus grave, bien plus féroce, bien plus verrouillé que ce qu'on avait jusqu'à présent.

En quoi ce nouveau modèle économique s'applique ? Premièrement, et ça c'était l'une des premières choses que le gouvernement Tsipras II a fait à l'automne dernier, ce qu'on appelle la recapitalisation des banques grecques, c'est-à-dire leur vente à des fonds spéculatifs, après avoir absorbé près de 40 milliards d'argent public, pour lequel le contribuable grec, le peuple grec, s'est endetté, tout cela a été revendu à des prix complètement ridicules à des fonds spéculatifs.

Donc le système bancaire grec qui se trouvait majoritairement sous contrôle étatique en réalité, même si ce contrôle n'était pas actif, avec toutes les injections qui avaient été faites de fonds publics et de recapitalisation, est maintenant entièrement passé dans les mains d'un secteur privé, de fonds privés et de fonds privés étrangers d'ailleurs, donc le secteur financier a été complètement cédé aux vautours de la finance internationale. Et c'est la première grande réforme du gouvernement Tsipras II.

Le deuxième mécanisme c'est celui de la dette. Alors évidemment je ne vais pas développer ce point, (devant Éric [Toussaint], ce serait complètement ridicule, il va vous dire ce qui est nécessaire), ce que je veux simplement souligner, c'est que l'un des bluffs de ce très grand bluffeur et manipulateur qu'est Alexis Tsipras au cours de la dernière période, ça a été de dire, écoutez ok on va passer des mesures douloureuses etc. on peut pas faire autrement, nanani nananère, mais on obtiendra un allègement de la dette. Allègement de la dette, allègement de la dette, la promesse de l'allègement de la dette, on a fait un deal vous verrez, etc. Le résultat est qu'on a eu ces mesures d'austérité féroces et tout le reste, les réformes de structure dont je vais parler, et évidemment aucun allègement sur la dette, une vague promesse que la discussion va reprendre à partir de 2018 (Éric nous en dira davantage).

Donc deuxième crime. Moi je considère que tout ça c'est des crimes. Et je ne le considère pas personnellement, Éric pourra nous en dire davantage, c'est des choses qui sont passibles pénalement, pour tous les gouvernements antérieurs, et évidemment Syriza a été le premier à le dire, et maintenant pour le gouvernement Syriza II.

Troisième chose, les privatisations. Alors là on entre dans quelque chose qui est du jamais vu. Ce qui a été voté par le Parlement grec c'est la constitution d'une agence nouvelle, qui vient se substituer à l'agence existante des privatisations, et qui par rapport à l'ancienne, qui s'appelait Taiped, présente trois différences.

Premièrement, c'est une agence qui a une structure de société privée, ce n'est pas une agence publique, même d'un point de vue formel, légal.

Deuxièmement, elle a été créée pour une durée de 99 ans, contre 6 pour l'agence qui existait déjà.

Troisièmement, sont passés sous son contrôle la totalité des actifs publics de l'Etat grec contre 25 actifs de l'agence qui existait jusqu'à présent. Je dis bien la totalité des actifs de l'Etat grec. La première liste provisoire est de 11.900 actifs.

C'est le plus gigantesque transfert de propriété jamais opéré dans un pays européen de l'ouest, je mets ici évidemment sous une catégorie séparée les pays des anciens régimes du socialisme dit réel, c'est l'opération du plus gigantesque transfert de propriété jamais opéré dans un pays occidental (il y avait un article du Guardian d'ailleurs très explicite sur cette question).

Que va faire cette agence ? Elle va vendre tout jusqu'à hauteur des 50 milliards d'euros, c'est ça l'objectif, dont les recettes seront consacrées à 50% pour la consolidation des banques qui sont passées sous le contrôle du secteur privé, à hauteur de 25 % pour le remboursement de la dette, et à hauteur de 25% pour des investissements non spécifiés. Le Conseil d'Administration de cette nouvelle société, entièrement indépendant de tout contrôle politique, est fait de 5 membres, 3 sont nommés par le gouvernement grec sous condition explicite d'avoir reçu l'approbation préalable de la Troïka, les deux autres sont nommés directement par la Troïka. Et c'est pour 99 ans. La presse économique internationale a immédiatement interprété cette durée totalement incroyable, c'est du jamais vu, dans aucun pays quelle que soit l'étendue des conditions de privatisations n'a été créé une agence qui fonctionne selon ces principes, comme un désaveu de toute « confiance » des institutions financières internationales par rapport à la Grèce.

Cerise sur le gâteau, dans le modèle économique, pour débloquer une tranche supplémentaire de prêt, qui est due en septembre, en plus des 7 milliards qui vont être débloqués dans les jours qui viennent, la Troïka a demandé tout un nombre de conditions supplémentaires, concernant les taxes etc., mais le noyau dur c'est une réforme du code du travail, et ceci alors que les conventions collectives en Grèce ont déjà été supprimées, ça n'existe plus, le seul verrou législatif qui existe c'est le Smic, alors vous vous demandez si le système des conventions collectives a été démantelé qu'est ce qui reste à démanteler ? Eh bien ce qui reste à démanteler c'est : la libération complète des licenciements collectifs, la restriction du droit de grève, qui est pour le moment le plus favorable en Europe, la diminution de la protection dont jouissent les syndicalistes et les délégués syndicaux et la diminution drastique du financement public qui est destiné aux syndicats.

Voilà ce qui est au menu des négociations d'ici le mois de septembre. À ceci s'ajoutent les réformes de structure. Les réformes de structure sont essentiellement au nombre de deux. Premièrement a été créé un Conseil de discipline fiscale, depuis l'automne dernier, composé de sept membres, là encore dont la nomination se fait par le ministère des finances mais qui exige l'accord préalable de la Troïka. Quelle est la tâche de ce Conseil ? La tâche de ce Conseil,

qui était déjà prévue en tant que telle par le mémorandum, est d'activer des coupes budgétaires automatiques si les objectifs d'excédents budgétaires ne sont pas atteints, donc s'il y a un soupçon qu'ils ne seront pas atteints. Or dans une économie qui est en récession pour la septième année consécutive, et malgré un véritable écrasement de la dépense publique, l'objectif qui est fixé est un excédent budgétaire primaire, c'est-à-dire avant le remboursement de la dette, de 3,5 % du PIB pour à l'horizon 2018.

C'est des choses qu'aucune économie au monde même les plus puissantes n'est en mesure d'assurer. Donc il est certain d'avance que cet objectif complètement irréaliste ne va pas être tenu et les coupes budgétaires seront activées par le mécanisme qui vient d'être voté maintenant et donc juridiquement verrouillé par le Parlement grec de ce que les grecs appellent « κόπτης [kóptis] » ça veut dire au sens strict « le coupeur », c'est-à-dire c'est ce mécanisme automatique qui va faire les coupes sans même que les coupes passent par un vote parlementaire, par un simple décret. Donc dépossession complète vraiment de ce qui pouvait exister encore de contrôle de la politique, de ce qui restait de contrôle de la politique macroéconomique, bon en réalité très peu vu les mémorandums.

Deuxième réforme de structure, le Secrétariat d'Etat aux revenus, ce qu'on appellerait ici le Trésor Public je pense, est devenu complètement indépendant. Alors il était déjà autonome, c'est-à-dire qu'il pouvait décider de façon propre de son budget et de ses actions. Ça c'était une condition qui avait été posée dès le premier mémorandum et c'est l'un des obstacles d'ailleurs auxquels le premier gouvernement Syriza a dû faire face. La vice-ministre de l'économie, Nadia Valavani, a écrit des textes extrêmement intéressants qui racontent les démêlés justement du ministère pendant les premiers mois du premier gouvernement Syriza quand il a essayé de passer un minimum de mesures favorables aux couches populaires. Mais là ça devient une agence complètement indépendante dont les décisions ont valeur de décrets ministériels, qui a l'exclusivité de l'interprétation de la législation en matière fiscale, qui est contrôlée directement par des gens approuvés par la Troïka, et en réalité ça veut dire que la Troïka contrôle directement la collecte des taxes, de l'impôt et du revenu de l'Etat grec.

Donc on contrôle les taxes, on contrôle les dépenses, le secteur financier est parti, la politique monétaire est à Frankfort. Qu'est-ce qui reste ? Il reste que la Grèce est devenue un grand Kosovo. Voilà, en gros. Et cela se fait sous un gouvernement, Syriza, qui dans les votes parlementaires n'a eu qu'une seule perte en terme de voix et de députés c'est-à-dire moins que ce que le Pasok et la Nouvelle Démocratie avaient subi comme pertes au parlement de leur propre groupe parlementaire quand ils étaient au gouvernement et faisaient passer des mesures similaires. »

Stathis Kouvelakis

Paris, samedi 4 juin 2016

<https://youtu.be/asMWGIYc1s4>